

MICHEL DOBRY

Le jeu du consensus

Les acteurs politiques sont souvent bien plus subtils que nombre de « spécialistes » de l'opinion publique. Alors que ces derniers s'acharnent, avec une admirable et stérile constance, à définir les « seuils » du consensus — 90 %, 75 %, ou même, on l'a déjà vu, 50 % des opinions recueillies —, les acteurs prennent leur parti de l'ambiguïté des consensus auxquels ils peuvent être confrontés. Bien mieux, ils en jouent, invoquent, en cas de besoin, l'existence d'un consensus, dénoncent, à l'occasion, les manquements de leurs adversaires, mais le transgressent aussi, quand il le faut, en déplacent les frontières, en façonnent le contenu, en modifient la signification. Ils « savent », en pratique, que lorsque les gens croient qu'il existe, sur un problème ou une norme quelconques, quelque chose comme un « consensus », il devient futile de se demander si le consensus est « vrai » ou « faux », car il serait dangereux de ne pas en tenir compte dans leurs tactiques, leurs appréciations et leurs calculs.

Ce sont justement des représentations de ce type qui émergent autour des forces nucléaires françaises à l'issue de l'épisode gaullien. Ces représentations s'organisent autour de trois ou quatre composantes. Il s'agit de l'idée, d'abord, d'une rétorsion nucléaire « du faible au fort », adaptation aux ressources limitées de la France des années 60 de la doctrine des « représailles massives ». C'est l'idée, ensuite, que la décision, en ce domaine, ne se partage pas, qu'elle suppose donc l'autonomie de notre « force de frappe », et que la garantie nucléaire, étant donné les risques que l'on encourt, n'est vraiment pensable qu'en ce qui concerne le territoire national du dissuadeur. Ce sont enfin ces principes qui vont justifier la sortie

de la France de l'organisation intégrée de l'OTAN. Ces éléments forment ce que l'on appellera le noyau dur de l'orthodoxie gaullienne, c'est autour de ce noyau que, parmi les professionnels de la politique, s'établit la règle pragmatique selon laquelle il est coûteux, dans le jeu politique français, de s'en écarter trop ostensiblement.

On ne reviendra pas ici sur les premières années de l'apparition de ce consensus et l'on s'intéressera plutôt aux processus, échanges et mécanismes sociaux par et dans lesquels ce consensus a pris de la consistance, s'est cristallisé, s'est consolidé. Mais qu'on ne s'y trompe pas : consensus ne veut pas dire accord. Comme on le verra, les « aménagements » apparaîtront avant même que la force de frappe ne devienne opérationnelle. Le piège serait de penser que les débats sur la défense — lorsqu'il y a débats — obéissent au souci exclusif d'une optimisation de la sécurité du pays. Il n'en est rien, et si une large partie du destin du consensus s'est jouée dans la compétition entre les partis politiques, selon les logiques de cette compétition, cette observation vaut tout autant pour les autres acteurs du jeu du consensus, en particulier les hiérarchies militaires. La structure du jeu déborde en effet sensiblement l'arène politique au sens strict. C'est là l'une des raisons pour lesquelles le jeu n'est entièrement maîtrisable par aucun des acteurs, et c'est là aussi l'un des ressorts de la dérive du consensus lui-même bien loin du noyau dur originel.

La conversion de la gauche

Le ralliement des partis de gauche à la force nucléaire française constitue à coup sûr l'apport fondamental à la cristallisation du consensus. Ce ralliement brouille les clivages existants et il soustrait, dans les arènes politiques légitimes, l'armement nucléaire au domaine du contestable.

L'apport est bien sûr d'autant plus efficace, au plan symbolique, que la conversion de la gauche ne semblait nullement acquise au début des années 70. Les partis de gauche avaient, dans la décennie précédente, rudement combattu, sur ce point, la politique militaire du général de Gaulle et, en 1972, encore, lorsqu'ils se sont lancés dans la rédaction d'un programme commun de gouvernement, la renonciation à l'armement nucléaire n'avait pas du tout paru représenter pour leurs dirigeants une option « irresponsable », ce qu'elle deviendra rapidement. Lors de cette rédaction, l'un des enjeux de la négociation, la concession que les socialistes chercheront à arracher (avec succès), dans le domaine de la défense aux communistes, ce sera, trait révélateur de leurs préoccupations, l'affirmation solennelle

du principe du maintien de la France dans l'Alliance atlantique. Aussi le basculement des communistes et des socialistes a-t-il revêtu un aspect réellement spectaculaire.

Si le glissement des socialistes devient visible dès 1973-1974, ce sera le Parti communiste, sensible justement à cette évolution de son partenaire, qui réussira à officialiser le plus rapidement la conversion. L'occasion en sera le rapport présenté par J. Kanapa devant le Comité central du Parti le 11 mai 1977. Le tournant est justifié paradoxalement par la « dégradation », perçue soudainement comme irréversible, de la défense conventionnelle de la France, argumentation qui, de façon amusante, s'appuie sur l'offensive qu'amorcent à peu près à la même période les centristes et les giscardiens contre les « dogmes » de l'orthodoxie gaullienne. L'adhésion des communistes à la dissuasion nucléaire s'effectue pourtant à l'opposé de l'orientation que les centristes donnent à leurs critiques. En fait, les communistes proposent une *restauration de l'orthodoxie*, sous la forme d'une « stratégie tous azimuts », omnidirectionnelle, la référence à la période gaullienne étant parfaitement explicite. Il s'agit toutefois d'une orthodoxie *radicalisée*. Les dirigeants communistes en dérivent en effet : 1) une redéfinition des cibles pour nos armements stratégiques, la France ne devant pas désigner, à l'avance, d'adversaire prioritaire ; 2) le maintien des armements nucléaires tactiques sur le territoire national ; 3) l'indépendance, par rapport à nos alliés, des systèmes de détection et de repérage. Il s'agit aussi d'une orthodoxie infléchie dans un sens un peu inattendu, mais rendu nécessaire par la recherche d'un minimum de compatibilité avec les positions internationales des communistes : l'accent est mis simultanément sur le désarmement et la limitation des armements (en particulier par l'insertion de la France dans l'ensemble des négociations internationales, la conclusion d'un traité européen de sécurité et, surtout, ce qui surprendra malgré tout, la conclusion d'un accord de « non-emploi en premier » des armes nucléaires) et, dans la même veine, une renonciation à la stratégie « anti-cités », sur laquelle la direction du PC n'insistera d'ailleurs pas beaucoup. Enfin la direction communiste propose d'introduire une collégialité dans la décision d'emploi des armements nucléaires, confiée à un Haut Comité intégrant les ministres représentant la coalition gouvernementale. Il s'agit, à l'évidence, d'un bricolage (mais ceci est également vrai des textes programmatiques de tous les partis, et aussi des doctrines officielles elles-mêmes). Pourtant le tournant est réel, impressionnant, et probablement assez déroutant pour les militants et l'électorat du PC, d'autant que le choix est

fait simultanément de la « maintenance » des forces stratégiques à un niveau minimum, ce qui signifie en particulier, à l'époque, la construction d'un sixième SNLE.

Le ralliement des socialistes s'achève, de son côté, quelques mois plus tard. Une Convention nationale du PS est réunie spécialement à cet effet les 7 et 8 janvier 1978. Seulement ce à quoi on se rallie est déjà en décalage par rapport à la conception que les communistes ont élaborée. Il est vrai que, entre-temps, les discussions sur l'« actualisation » du Programme commun ont échoué et il semble bien que dans cet échec la question de la définition de la doctrine stratégique ait joué un rôle, ne serait-ce que pour justifier la séparation. La conversion socialiste est moins ambiguë que ne l'ont dit nombre de commentateurs, scrutant la cohérence des choix effectués et le degré de convergence des divers « courants » structurant habituellement les débats du Parti. L'impression de confusion vient de ce que la question a introduit des clivages à l'intérieur de chacun de ces courants, ce ne sont plus des clivages traditionnels qui jouent. L'amendement que tentent de promouvoir les opposants au ralliement, intitulé « pour une désescalade nucléaire », fait appel à une sorte de fondamentalisme, proclamant l'incompatibilité d'une défense assise sur les armements nucléaires avec le projet de société des socialistes. Le ralliement, malgré les errements des débats de la Convention, s'effectue contre ce fondamentalisme. L'objectif à long terme demeure encore, concession peu coûteuse, la renonciation à l'arme nucléaire sous quelque forme que ce soit, et l'on se propose d'en rechercher la réalisation par une offensive diplomatique s'appuyant éventuellement sur une remise en cause négociée et échelonnée des armements que l'on sait vieillissants, les Mirages IV et les missiles du plateau d'Albion. En attendant un désarmement auquel la majorité ne croit visiblement que fort peu, l'armement nucléaire doit être « maintenu en état », tant le stratégique que le tactique, même si l'on se fait plus discrets sur ce point (il s'agit d'opérer sur tous les systèmes d'armes les modifications liées aux progrès technologiques). Cette orientation sera précisée sur la question des rapports avec l'alliance atlantique, mais cette fois à l'encontre d'un amendement du CERES. La Convention marquera ainsi son attachement à l'Alliance — le souci de rassurer nos alliés sur les effets d'une éventuelle victoire électorale est constant — tout en réaffirmant le principe de la non-réintégration à l'OTAN et du maintien de l'autonomie de décision de la France. Pour le reste, la « posture » stratégique du PS ne se dégage que par les critiques adressées aux communistes. Le PS refuse ainsi l'abandon de la frappe « anti-cités » aussi bien que l'idée même d'une stratégie

« tous azimuts » (mais il semble bien que les dirigeants socialistes aient été, au moment de la négociation sur l'actualisation du Programme commun, disposés à des concessions sur ce point). On souligne aussi alors combien le « non-emploi en premier » et l'idée d'une décision collégiale semblent en contradiction avec les principes d'une dissuasion « du faible au fort ».

Dès le début de l'année 1978 les deux principales composantes de la gauche ont donc rejoint avec éclat le camp des partisans de la « force de frappe » française. D'où vient cette conversion ? Que s'est-il passé dans les quatre ans qui la précèdent qui puisse l'expliquer ? Et n'est-il pas curieux que ce ralliement commun se réalise au moment même où s'affiche la rupture entre les deux partis ?

Pour ce qui est du PS, si l'on devait suivre la vision qu'en donnent spontanément ses militants, l'adhésion à la dissuasion nucléaire n'aurait représenté que l'aboutissement logique d'une longue « bataille d'idées » menée par quelques noyaux de croyants autour de Charles Hernu et des dirigeants du CERES. Cette vision indigène n'est pas tant inexacte qu'insuffisante. Le basculement des socialistes n'aurait en effet pu revêtir son caractère irrésistible sur une aussi courte période si le PS n'avait simultanément subi un tout autre type de contraintes que celle des idées. Il s'agit en premier lieu de la *proximité du pouvoir*. Depuis les élections de 1973, le succès électoral semble à la portée immédiate de l'Union de la gauche. Les consultations électorales « intermédiaires », comme les sondages, le confirment en permanence. De plus, pour la première fois depuis longtemps, les socialistes semblent à même d'équilibrer électoralement le PC. La deuxième contrainte qui va se conjuguer à cette proximité du pouvoir réside dans le fait que, de l'état de projet que la gauche avait autrefois combattu, la « force de frappe » était devenue une réalité dont un éventuel gouvernement de gauche devrait déterminer le destin et la destruction n'est pas une décision des plus faciles.

C'est donc aussi une sorte de « réalisme » qui va conduire nombre de responsables socialistes à ne pas devoir, en cas de succès, se battre sur tous les terrains à la fois, à ne pas multiplier les difficultés et également, l'intention est perceptible, à tenter de mordre un peu sur l'électorat gaulliste. Au cours de leur évolution de 1972 à 1978, les socialistes ne se rallient pas prioritairement à la cohérence interne d'une doctrine stratégique, à la cohérence, qui n'a jamais été parfaite, de l'orthodoxie gaullienne, et qui d'ailleurs ne séduit pas uniformément, loin de là, ceux qui à la Convention de 1978 consacrent la conversion. Au-delà des convictions, et parfois malgré les convictions, la majorité de la Convention s'accorde surtout sur la nécessité de se

rabattre sur des positions qui « collent » à l'image que l'on se fait alors du « consensus nucléaire », c'est-à-dire à l'image que l'on se fait des bénéfices que de Gaulle et le Parti gaulliste semblent avoir tirés de l'affirmation de leur doctrine. Et subsidiairement, parce que l'on ne voit plus très bien, à partir de 1977, où va le PC, on s'accorde aussi sur la nécessité de se différencier du ralliement de ce dernier.

Le ralliement socialiste, au total, a donc représenté une tentative de ne pas faire des forces nucléaires françaises, de leur destin, un enjeu de la compétition politique et d'un éventuel exercice du pouvoir. C'est dire que l'ostentation, la célébration, la mise en valeur du ralliement ont constitué avant tout, un peu paradoxalement, une *tactique d'évacuation de cet enjeu* en tant qu'enjeu. Les voies du « consensus » ne sont pas nécessairement simples.

La conversion du PC, à maints égards, obéit à une logique analogue. Lui aussi est préoccupé des conditions d'un éventuel exercice du pouvoir avec les socialistes, lui aussi espère mordre sur les gaullistes, plus spécialement les « gaullistes de gauche » dont il semble surestimer le poids. Seulement l'adhésion du PC à la doctrine de la dissuasion nucléaire a, en outre, une autre dimension. Elle s'inscrit dans un vaste *réaménagement symbolique*, qui dépasse de loin les problèmes de l'armement nucléaire. La conversion coïncide en effet avec le moment précis où le PC cherche à changer d'« image de marque », à se défaire de toute une série de stigmates idéologiques, hérités de son passé, et qu'une partie au moins de sa direction semble alors trouver encombrants. La conversion à la « force de frappe », doit, en effet, être rapprochée de l'abandon doctrinal du principe de la « dictature du prolétariat » et, sur un autre registre, de la tentative, très significative, d'un « chiffrage » financier du Programme commun. C'est dire la myopie des analyses qui, sur le mode du « c'est fait pour » et d'une conception conspirative de l'histoire, attribuent le ralliement des communistes à un alignement sur des orientations définies par l'URSS. Et c'est à raison que David Hanley souligne que ce tournant du PC ne saurait en aucun cas être expliqué de façon satisfaisante sur le seul terrain de la stratégie internationale des communistes ou de la vision des rapports internationaux qu'en ont ses dirigeants (1). Ces facteurs ne contribuent, au mieux, et en partie seulement, qu'à rendre intelligible la forme que va prendre le tournant, c'est-à-dire l'adhésion à l'orthodoxie gaullienne radica-

(1) David Hanley, *The Parties and the Nuclear Consensus*, in J. Howorth et P. Chilton, eds, *Defence and Dissent in Contemporary France*, Londres, Croom Helm, 1984, p. 85.

lisée, en tant que compromis le plus avantageux entre le discours et les positions internationales du PC et les nécessités du jeu politique interne. Car le PC, qui s'attendait en 1972 à tirer d'importants profits de la signature du Programme commun, devient rapidement prisonnier de la situation qu'il a lui-même contribué à faire advenir. Il se retrouve coincé dans une alliance concurrentielle avec un PS auquel l'alliance, simplement par la symbolique des clivages qu'elle marque — l'ancrage à gauche, la rupture avec les dérives du passé —, donne une vigueur inattendue. C'est bien le mouvement du PS vers le ralliement à la dissuasion nucléaire, que les communistes, comme on l'a déjà indiqué, pressentent puis observent, qui va les inciter à chercher à remodeler l'identité du PC également sur ce terrain. De plus, les dirigeants communistes ont de bonnes raisons de soupçonner alors que ce terrain (comme leur choix de l'orthodoxie gaullienne) leur est favorable : le soutien qu'ils avaient auparavant apporté à certains aspects du volet atlantique de la politique étrangère du général de Gaulle, en particulier le retrait de l'OTAN, semble bien avoir fortement contribué à la réintégration du PC dans la vie politique « normale », c'est-à-dire à la légitimation de son rôle de parti politique « comme les autres » (2).

Le marchandage avec les militaires

L'image que jusqu'à présent on a offerte du jeu du consensus est simplifiée à l'excès. En fait ce jeu se déploie dans un espace plus large que les seules arènes politiques au sens strict. L'un des problèmes pratiques que les acteurs politiques rencontrent en permanence est justement que leur discours s'adresse à plusieurs publics nettement différenciés, qu'il est, en d'autres termes, soumis à des *contraintes multiples* et l'un de ces publics détient dans le jeu du consensus une place particulière, ce sont les hiérarchies militaires.

A cet égard, on pourrait être tentés de soupçonner que seuls les partis situés le plus loin, sociologiquement, de la « société militaire » sont exposés à ce type de contrainte (par exemple, mais on y reviendra, sous la forme de la quête d'une « neutralité » de l'armée). Il n'en est rien. L'exemple dont on va se servir remonte à la période de gestation de la doctrine orthodoxe, celle que systématisera le *Livre blanc* de 1972. Or, cette doctrine, qui se retrouvera au cœur du « consensus » originel, représentait déjà un compromis des poli-

(2) Philip G. Cerny, *Une politique de grandeur*, Paris, Flammarion, 1986, p. 291.

tiques avec les militaires. Mais il faut encore, pour rendre ce compromis intelligible, renoncer à la fiction de l'armée en tant qu'acteur homogène, unifié et entièrement soumis à la volonté du politique. Ce compromis est aussi, en effet, un compromis entre les militaires. Il intervient en réponse à une revendication proprement *catégorielle* de la hiérarchie de l'armée de Terre. Bousculée, traumatisée par l'épisode algérien, et encore plus par ses suites, l'armée de Terre s'est perçue atteinte dans son statut, dans l'image que ses officiers avaient d'eux-mêmes, par l'avènement des forces nucléaires. Elle était dépossédée de son identité, ce dont, du fait de leur place dans le dispositif dissuasif, ni l'aviation, ni la marine ne se sentaient menacées. Mais entraient aussi dans son attitude à l'égard de la nucléarisation de la défense française une sorte de reconversion, un déplacement symbolique de l'hostilité à de Gaulle d'un terrain où tout semblait déjà joué vers d'autres enjeux. A l'origine de l'introduction d'une composante tactique terrienne dans les forces nucléaires françaises — le Pluton — on chercherait donc en vain une rationalité, un intérêt, une logique stratégique. L'idée de « coup de semonce », l'ultime avertissement à l'agresseur avant la frappe de rétorsion, ne sera en réalité qu'une *rationalisation a posteriori*, un bricolage, subtil d'ailleurs, parce qu'il fallait bien trouver une « fonction » à un système d'armes concédé selon une tout autre logique.

On le verra, ce sera là un ehoix lourd de conséquences, qui constituera l'un des facteurs de l'instabilité doctrinale des partis — et des états-majors — dans les années où les gaullistes vont perdre peu à peu leurs positions dominantes dans l'exécutif. Ce choix se révélera d'autant plus corrosif pour l'orthodoxie que de larges segments de la hiérarchie de l'armée de Terre — notamment — n'y adhéreront jamais. Ils constitueront, jusqu'à nos jours, l'un des pôles de la contestation du noyau dur du « consensus » originel. Ils chercheront sans répit à enchâsser dans la doctrine officielle des aménagements techniques qui traduiront toujours la nostalgie d'une liberté d'action, un peu mythique, du chef militaire, de la possibilité de recourir à plusieurs « bordées » d'ANT (c'est-à-dire son usage en tant que « super-artillerie »), à la lancinante revendication d'une décentralisation de l'ordre de tir de l'arme nucléaire tactique, d'une « décision » sur le théâtre d'opérations, à la revendication, en somme, d'une « bataille ».

Revenons maintenant à une configuration plus classique de ce problème, la recherche par certains acteurs politiques d'une coexistence avec les hiérarchies militaires. L'un des graves écueils que craignait de rencontrer en 1981 la gauche, pour la première fois « au

pouvoir » depuis les débuts de la V^e République, semblait devoir se localiser dans ses rapports avec les sommets de l'armée. Il va de soi que ces craintes ne concernaient nullement quelque « syndrome chilien », les générations d'officiers actuellement aux postes de responsabilité ayant été immunisées, sous ce rapport, par l'expérience des années 1956-1962. Plutôt que dans une « intervention » directe des militaires, le risque semblait se situer dans une sorte d'abstention. C'est que l'efficacité de l'action gouvernementale, la légitimité même des autorités sont dépendantes de cette sorte de reconnaissance inscrite dans les routines, dans les échanges quotidiens, dans cet appui mutuel fait de *transactions collusives* entre les autorités gouvernementales et les grandes bureaucraties relativement autonomes qui forment l'« Etat » et dont les hiérarchies militaires forment l'un des secteurs stratégiques, au sens le plus fort (3). C'est cet appui mutuel qui deviendra à partir de mai 1981 le principal objet, et enjeu, du compromis politique auquel Charles Hernu a voulu attacher son nom. On peut dire, en quelques mots, que ce compromis a d'abord consisté pour les socialistes — mais les communistes avaient eux aussi, initialement au moins, épousé cette orientation — à renoncer dans leur programme, et dans leur discours, à ce qui pouvait le plus choquer les sommets des bureaucraties militaires. Le Parti socialiste y était d'ailleurs préparé et c'est pratiquement sans douleurs qu'il a, par exemple, renoncé à toute velléité de réforme majeure du service militaire, à toute participation officielle à des manifestations de coloration pacifiste et que, et c'est beaucoup plus important, ses dirigeants, avant même de « moderniser » l'ANT, avant même d'apporter leur contribution à un glissement du consensus, point que l'on examinera plus loin, ont brutalement réévalué, dès les premiers mois de leur présence au gouvernement, les rapports des forces stratégiques entre l'Ouest et l'Est et l'ampleur de la menace soviétique (4). On discerne que cet aspect du compromis recherché avec les militaires répondait aussi à une autre inquiétude, concernant cette fois l'administration américaine. Et c'est justement toute l'habileté tactique des prises de position sur les euromissiles, par exemple le discours de F. Mitterrand au Bundestag, et plus généralement, de la volonté

(3) Sur les transactions collusives et les effets de légitimation qui leur sont associés, voir Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1986, spécialement chap. III et VIII (à paraître en septembre).

(4) Cf. Jolyon Howorth, Consensus of Silence : the French Socialist Party and Defence Policy under François Mitterrand, *International Affairs*, 60 (4), 1984, p. 584-585.

affichée d'apparaître comme les alliés les plus solides des Etats-Unis en Europe, que d'obtenir, à la fois, la « neutralité » des militaires et celle de l'administration Reagan, vis-à-vis de l'« expérience socialiste ».

L'affaire du *Rainbow Warrior* ne prend son véritable sens, pour la science politique, que sur fond de ces échanges et de ce compromis. Comme l'ont relevé les plus lucides des observateurs, cette affaire révèle d'abord l'ampleur du « laissez-faire » concédé aux hiérarchies militaires (et qui constituait l'un des éléments clefs du compromis) (5), ainsi que la nécessité dans laquelle les socialistes se sont trouvés de « couvrir », avec force démonstrations, rituels, et faux pas, la faute. L'affaire a atteint, en effet, frontalement l'un des points les plus sensibles du marchandage, son artisan le plus résolu, le ministre de la défense, et c'est fort probablement la crainte que le compromis ne disparaisse en même temps que lui qui a, pendant de très longues semaines, bloqué une solution que chacun pressentait efficace. Enfin, de « bavure », l'affaire s'est progressivement transformée en une authentique *cérémonie de célébration du consensus* sur la défense, cérémonie unanimiste qui imposera à l'opposition le silence, ou l'adhésion, et que capitalisera, pour un temps, en popularité, le ministre démissionnaire. Mais le consensus ainsi célébré avait en fait changé déjà de contenu.

Le débordement de la dissuasion

La conversion des partis de gauche révèle l'un des aspects les mieux enfouis du jeu du consensus : c'est un *jeu asymétrique*, c'est un jeu dont les partis de gauche tendent à ne percevoir qu'à retardement les transformations, c'est un jeu dans lequel ils entrent avec une sorte de retard structurel largement lié à leur distance par rapport aux bureaucraties militaires.

C'est au moment même où les partis de gauche se rallient à la « force de frappe » que s'observe en effet un puissant débordement de la dissuasion nucléaire. L'orthodoxie gaullienne, qui constituait le noyau dur du consensus originel, est déstabilisée lorsqu'il devient manifeste que les gaullistes ne dominent plus le jeu politique. Ce sera le grand dérapage de l'année 1976. Les déclarations du général Méry et du Président Giscard d'Estaing, c'est-à-dire les plus hauts responsables politiques et militaires, dessinent les contours d'une nouvelle

(5) Thomas Ferenczi, Les fines manœuvres de l'état-major, *Le Monde aujourd'hui*, 3-4 novembre 1985.

doctrine stratégique, autour des notions de « bataille de l'avant » et d'une dissuasion « élargie » à une mission de couverture européenne. La vigueur des réactions que provoquent sur le moment ces prises de positions a donné à croire quelque temps que le noyau dur du consensus serait préservé. La protestation la plus vive vient alors des rangs du RPR et l'on assiste à une véritable « fronde parlementaire » à l'occasion des débats budgétaires. Mais malgré les concessions, qui reflètent avant tout la prise de conscience par le chef de l'Etat de la nécessité d'y « mettre les formes », le glissement devient irrésistible et va s'accroître.

Le premier rôle dans ce glissement (au moins sur l'arène politique, car parmi les militaires nous savons déjà ce qu'il en est) reviendra à l'UDF et en son sein, plus spécialement aux ex-centristes du CDS qui n'ont jamais vraiment adhéré à ce qu'ils appellent le « tout ou rien » de la doctrine orthodoxe, alors que leurs partenaires du Parti républicain demeurent souvent assez flottants sur cette question. L'offensive de l'UDF va culminer en 1980 avec la publication d'un rapport de sa Commission de défense, qui va rapidement devenir un pôle de référence doctrinal en fonction duquel les autres forces politiques vont devoir se situer (6). Le rapport se place dans la continuité des déclarations de 1976. Les précautions, il y en a, c'est le tribut à payer au jeu du consensus, se bornent à se réclamer, malgré tout, d'une conception classique de la défense nucléaire de la France et à reconnaître à celle-ci, en tant que centre de décision autonome, le rôle de facteur d'indétermination dans l'éventualité d'une confrontation en Europe. Mais le rapport n'hésite nullement, par ailleurs, à désigner la doctrine qu'il esquisse par des expressions aussi nettement connotées que « escalade graduée » ou que « dissuasion graduée ». Et il s'agit, en effet, d'une variante originale de la doctrine de la riposte graduée. L'imaginaire stratégique à l'œuvre dans le document distingue au moins deux niveaux dans un éventuel affrontement nucléaire en Europe. Le premier niveau, qui correspond à la notion de bataille, consiste en l'utilisation de l'armement nucléaire tactique, d'une part sur le théâtre d'opérations et d'autre part dans la « profondeur » du dispositif adverse, sur des objectifs militaires. Un seuil doit séparer ce niveau « anti-forces », que privilégie l'UDF, du niveau stratégique de la frappe « anti-cités », c'est-à-dire sur les « centres vitaux » de l'URSS, les concentrations industrielles comprises.

(6) Voir UDF, *Une doctrine de défense pour la France*, introduction de Michel Pinton et avant-propos de Jean-Marie Daillet, Paris, mai 1980, et pour une analyse de ce document, Michel Dobry, *La relance du débat stratégique*, *Arès. Défense et Sécurité*, vol. IV, 1980, p. 243-269.

Le contournement du noyau dur du consensus originel est accentué par l'extension de la « sanctuarisation » à l'ensemble des pays européens membres de l'Alliance atlantique dont, au premier chef, l'Allemagne fédérale. Si, à l'évidence, la « bataille » doit s'inscrire dans un espace unique à l'échelle de l'Europe, l'UDF ne s'en tient pas, à cet égard, au seul niveau tactique et l'on n'a pas prêté assez d'attention au fait que, dès ce document, l'élargissement de la sanctuarisation concernait également le niveau stratégique. La bataille suppose enfin l'intégration — le couplage — de l'ANT à l'action sur le terrain des forces conventionnelles. Au rôle d'ultime communication avec l'adversaire que l'on assignait à l'ANT, en principe, depuis le début des années 70, l'UDF substitue un *usage coercitif*. L'objectif de son emploi devient d'« asséner à l'ennemi un coup brutal d'arrêt » et, subsidiairement, à l'avertir du risque d'une escalade stratégique. C'est ici qu'intervient l'« arme à rayonnement renforcé », qui est d'emblée interprétée comme l'instrument par excellence de la « bataille ». La principale différence par rapport aux déclarations de 1976 consiste dans une concession consensuelle : l'idée que les forces françaises soient chargées d'un « créneau » dans le dispositif allié « de l'avant » est abandonnée. Mais elle est remplacée par celle, nullement précisée d'ailleurs, de « réserve de l'OTAN ».

Cet imaginaire de la « bataille » est congruent avec l'autre grand objectif affirmé de longue date par les centristes et officialisé, au nom de l'UDF, par le rapport de 1980 : le rééquilibrage de l'Alliance atlantique par la construction du « pilier européen » de l'Alliance. Aucun adversaire de l'UDF n'a cependant osé lire, dans cette volonté de « rééquilibrage », celle de l'abandon d'un lien privilégié avec les Etats-Unis (ironie de l'histoire ? — cette orientation est justifiée par un affaiblissement de la garantie offerte par l'allié américain qui ne bénéficie plus de son « écrasante supériorité dans le domaine nucléaire », c'est-à-dire, on l'aura remarqué, l'argument même auquel l'orthodoxie avait eu recours pour justifier la sortie de la France de l'OTAN).

Face à cette tâche, l'UDF ne voit de possibilité de « débloquer » la situation que dans le cadre d'un dialogue européen, une concertation entre, d'abord, la France, la Grande-Bretagne et la RFA mais avec, cette fois, clairement affichée l'intention d'aller vers la mise sur pied, dans le cadre des communautés européennes, à l'échelle des chefs des exécutifs, d'un Conseil européen de Sécurité, doté d'un secrétariat permanent et d'un comité des chefs d'état-major (7).

Le débordement du noyau dur du consensus originel ne se limite

(7) UDF, *Redresser la défense de la France*, novembre 1985, p. 165.

pas cependant au terrain de la bataille tactique. D'autres terrains semblent également propices et il y aura une tentative sur celui de la défense civile, tentative pour l'instant avortée. Beaucoup plus efficace sera l'intervention de l'Initiative de Défense stratégique du Président Reagan face à laquelle les vestiges des clivages nés des années 60 ne résisteront pas. En réalité pour les partis de l'opposition de droite, l'IDS sera au plan électoral salubre. Jusque-là ils n'avaient comme possibilité de s'opposer à la politique nucléaire des socialistes que des considérations budgétaires peu « parlantes » pour les profanes, y compris les militaires. Aussi la dénonciation sera-t-elle rapide et l'opposition mettra à profit l'embarras dans lequel l'initiative de l'administration américaine va plonger les socialistes, tant la « guerre des étoiles » semble remettre en cause les principes autour desquels ils ont su stabiliser leurs conceptions. L'UDF et le RPR demeureront sceptiques sur la portée de la « riposte » improvisée par le Gouvernement socialiste, le projet « Eurêka », et plaideront immédiatement pour une participation des industries françaises au projet américain. L'UDF s'efforcera de montrer qu'il n'y a dans l'IDS aucun danger de déstabilisation de la sécurité de la France ou de « découplage » entre la défense du territoire des Etats-Unis et la défense de l'Europe occidentale. L'attitude du RPR, plus inattendue bien sûr, sera aussi plus sophistiquée : sans croire que l'IDS puisse avant longtemps briser l'efficacité de la dissuasion nucléaire — ce qui permet de sauvegarder la référence à l'orthodoxie —, les responsables du RPR y verront l'opportunité de lancer la construction d'un volet spatial de la défense... européenne (8).

On le voit, le débordement du noyau dur du consensus originel est massif et multiforme. Et il en transforme rapidement la configuration. Certes, on s'efforce encore, avec application, de sauver les apparences ; il semble encore très risqué, même à l'UDF, de suggérer un retour dans l'organisation intégrée de l'OTAN et de renoncer à l'autonomie de décision de la France. Et si nombre de dirigeants de ce regroupement politique ne voient dans les FNS qu'une inutile et budgétaire nouvelle « ligne Maginot », il n'est guère question d'y porter atteinte : lorsqu'un responsable de l'UDF, Michel Pinton, met en cause, en juin 1983, l'efficacité de l'armement nucléaire et la « valeur éthique » d'une stratégie qui se fonde sur lui, les rappels publics à l'ordre sont immédiats et son acte s'apparente très vite à une sorte de suicide politique.

(8) Par exemple : Jacques Chirac, Construction de l'Europe et défense commune, *Le Monde*, 28 février 1986.

La gesticulation politique autour de son noyau dur originel ne doit cependant pas dissimuler l'ampleur du glissement du consensus. C'est une nouvelle orthodoxie qui tend aujourd'hui à s'imposer, qui se retrouve tant à l'UDF qu'au RPR et au PS. Seuls les communistes, aux prises avec leurs turpitudes internes, ne semblent pas pouvoir s'adapter à un jeu aussi mouvant.

Le premier point de convergence en est la construction d'un « pilier européen » de l'Alliance atlantique. Sans doute l'accent n'est-il pas mis toujours sur la même Europe, les mêmes institutions, les mêmes options politiques : ainsi les socialistes s'orientent davantage vers une réactivation de la vieille UEO et vers un axe privilégié Paris-Bonn. Et, au plan des conceptions stratégiques, les écarts sont également frappants. Les socialistes ont en effet opté pour un découplage du nucléaire tactique et des forces destinées à se porter à l'aide de nos alliés, la FAR et la 1^{re} armée, ils reculent encore, en somme, devant l'idée d'une « bataille » tactique (d'où une superbe manipulation terminologique, les armes « tactiques » devenant « préstratégiques »). Mais le nouveau consensus ne suppose pas plus que l'ancien que l'on soit vraiment d'accord sur son contenu, sur ses limites, ou même sur sa signification politique.

Sous ce rapport, l'évolution du RPR devenait sensible dès 1980 par les équivoques des positions alors adoptées face à l'offensive de l'UDF (9). Tout en restant franchement réservés sur l'idée de la « bataille », et surtout d'une « bataille de l'avant », les responsables du RPR assignaient déjà à l'emploi de l'armement tactique, en plus de son rôle d'ultime avertissement, celui de marquer « un coup d'arrêt brutal » sur les forces de l'adversaire — expression troublante lorsqu'on la rapproche du document de l'UDF de 1980, mais qui se retrouve désormais aussi dans le discours socialiste. Depuis, le RPR s'est déterminé pour l'affectation à ce rôle des armes « neutroniques » et surtout, rejoignant ainsi les conceptions de ses alliés de l'UDF — et d'une large partie de la base parlementaire du RPR lui-même —, pour un découplage du stratégique et du tactique.

En dépit de ces divergences sur les « couplages » et les « découplages », il reste qu'aujourd'hui le PS autant que le RPR, de façon passablement tortueuse et sous des modalités variables, envisagent la participation des forces nucléaires françaises « préstratégiques » ou « tactiques » à une défense de la RFA, pour compenser une éventuelle infériorité des forces conventionnelles, et ce même sur l'« avant »

(9) RPR, *Réflexions sur la défense*, Paris, 1980, supplément à la *Lettre de la Nation*, n° 1296.

du dispositif adverse. Le seul garde-fou, qui persiste, du noyau dur originel, réside dans le refus de toute automaticité de l'emploi de l'arme nucléaire, dans la conservation de la liberté de décision de cet emploi. Mais ni le PS, ni le RPR n'excluent, bien au contraire, des consultations sur ce point avec le Gouvernement allemand. Dans les deux cas, on a commencé à remettre en cause la discontinuité des espaces stratégiques du « cercle français » et du « cercle ouest-européen ». Dans les deux cas, aussi, on est passé, discrètement, à une doctrine de riposte graduée ou souple, ou encore, si l'on préfère, à une doctrine de puissance nucléaire, moyenne sans doute, mais déjà « riche » en termes de systèmes d'armes différenciés (10).

L' « immunité » de la société française

Ce serait se tromper lourdement sur les rapports entre les partis politiques et leurs électeurs que de supposer que les prises de position et les évolutions doctrinales que l'on vient de décrire ne sont que le reflet, le miroir ou la photographie des opinions, attentes, perceptions, humeurs ou choix observables dans ces électeurs. A l'encontre de cette vision mécaniste, on peut en effet penser que ce n'est que très exceptionnellement que les prises de position partisans procèdent d'une « demande » explicite, ou même tacite, des publics des partis (11). Il n'en est pas de même, en revanche, de l' « offre » et le regroupement des grands partis qui structurent les compétitions politiques autour de l'acceptation affichée d'un éventuel recours aux armes nucléaires paraît avoir puissamment influencé les visions du monde de leurs publics et, probablement, leurs conceptions de ce qui est, ou n'est pas, inévitable. Il n'est pourtant pas certain que ce soit là le déterminant majeur de l'étrange « immunité » par laquelle la société française a, ces dernières années, marqué sa singularité par rapport aux poussées de pacifisme observables dans nombre de pays voisins ou alliés.

Voyons d'abord les effets de l' « offre ». Si l'on se borne aux informations que nous procurent les sondages d'opinion, l'évolution est manifeste. Les indicateurs mobilisables, sans exception, sont

(10) Voir notamment : RPR, *La défense de la France. 4 ans de gestion socialiste, Propositions pour le renouveau*, Paris, juin 1985 ; PS, *La sécurité de l'Europe*, Paris, juillet 1985 ainsi que, sur l'évolution des socialistes, Patrice Buffotot, *Le parti socialiste face aux questions de défense en France, 1972-1985*, in Hugues Portelli et David Hanley, eds, *Social-démocratie et défense en Europe*, Nanterre, Université de Paris X (IPHE), 1985, p. 109-144.

(11) Cf. notamment les observations, sur un tout autre terrain, de Daniel Gaxie et Patrick Lehoucq, *Enjeux municipaux*, Paris, PUF, 1984, p. 50 et s.

convergeants dans des proportions qui neutralisent l'extrême grossièreté des technologies doxométriques actuellement en usage. Comparée à la période où se dégagent les éléments du noyau dur du consensus gaullien, les années 60, l'« adhésion » à une défense nucléaire de la France, vingt ans après, se situe à un palier incontestablement supérieur. De 1962 à 1966 les opinions favorables à la « force de frappe » française oscillent entre 39 % et 46 %, avec un creux dans les années 1963 et 1964, où les réponses défavorables les dépassent très légèrement (c'est le moment le plus aigu de la contestation de l'opposition contre les armements nucléaires français) (12). De 1982 à 1985 un indicateur à peu près comparable donne une fluctuation entre 67 % et 72 % de réponses favorables et révèle surtout un affaïsement des réponses hostiles qui tendent à se situer en deçà du niveau de 20 % (Baromètre SIRPA-SOFRES). Il semble bien, en outre, que plus aucun électorat ne se situe majoritairement dans l'opposition aux forces nucléaires : si l'on prend ainsi l'exemple de l'électorat traditionnellement le plus réticent, on observe que dès 1983-1984 la proportion des sympathisants du PC se déclarant favorables à la dissuasion nucléaire tend à équilibrer, en gros, ceux qui lui demeurent hostiles.

La réalité de cette évolution ne fait donc guère de doute, même s'il convient, bien sûr, de rester prudent sur sa portée. Sans que l'on puisse entrer ici dans les discussions méthodologiques que ce point mériterait, trois observations doivent nuancer ce qui vient d'être dit.

a) Tout d'abord de telles données ne nous informent que fort peu sur l'intérêt et sur l'implication des sondés, et, dans un domaine comme celui que l'on aborde ici, ni l'un, ni l'autre ne vont nécessairement de soi. Les auteurs anglo-saxons ont pris l'habitude de distinguer d'une part les *consenters* et les *dissenters*, et d'autre part les *assenters*, type de publics défini par des attitudes d'assentiment, d'acquiescement aux opinions affichées par les autorités sociales, en particulier dans des domaines où ces publics se sentent peu de compétence et surtout qui ne leur paraît les concerner que très épisodiquement (13). Il y a de fortes chances pour qu'une part des réponses « consensuelles » soit faite des réactions d'*assenters*. Il faut par ailleurs se souvenir de ce que, malgré l'évolution notée ci-dessus, la propor-

(12) IFOP, *Les Français et de Gaulle*, Paris, Plon, 1971.

(13) Il convient d'ajouter que ces « autorités » ne se limitent jamais, bien sûr, aux seuls leaders politiques (voir par exemple, pour une analyse comparative des prises de position des Eglises, Brigitte Vassort-Roussel, Catholiques, protestants et problèmes de défense en Europe et aux Etats-Unis, *Recherches et documents du Centre Thomas More*, 44, décembre 1984, p. 69-84).

tion des *dissenters* n'est pas négligeable et que ces derniers ne sont plus « représentés », à cet égard, par aucune organisation partisane crédible.

b) Les opinions sollicitées dans ce type d'enquêtes ne révèlent pas des *prédispositions à l'action*, contrairement à ce que semblent croire de nombreux commentateurs. C'est pour cette raison qu'il est bon de ne pas trop hâtivement « faire un sort » à certaines données doxométriques destinées à cerner « ce qui se passerait au cas où... ». Ainsi, en cas d' « entrée des armées soviétiques sur le territoire français » seulement — ce « seulement » est déjà fort ethnocentrique —, 10 % des sondés estiment, en 1982, que le Président de la République doit se servir de l'arme nucléaire (Louis Harris, *Ça m'intéresse*, août 1982 ; en 1980, ils étaient 7 %, SOFRES, *Actuel*, décembre 1980 ; en 1983, 11 % ; en 1984, 13 % ; mais 28 % en 1985, pour ces trois dernières années la question ayant été reformulée, il ne s'agissait plus que de « menacer d'utiliser l'arme nucléaire », « Baromètre » SIRPA-SOFRES) ; 42 % des sondés, en 1982, se prononcent pour des négociations avec l'URSS « sans essayer de se défendre » (contre 63 % en 1980, 68 % en 1983, 61 % en 1984 et 35 % en 1985). Si ces fluctuations, rapprochées d'autres indicateurs, peuvent avoir, peut-être, quelque intérêt, on n'ose imaginer ce qu'auraient donné des enquêtes analogues en 1912 ou même en 1913 sur la « tendance à la capitulation » que certains ont voulu y lire.

c) L'évolution des indicateurs de l'adhésion à la dissuasion nucléaire tend enfin à masquer d'autres mouvements qui ne sont pas moins significatifs. Le déplacement du consensus partisan par rapport au noyau dur originel semble en effet s'accompagner de glissements *divergents* des différents électorats sur la question des options qui s'offrent à la France dans ses rapports avec ses alliés. Le profil de ces glissements peut contribuer à éclairer les mécanismes selon lesquels se forment et se transforment les visions de la défense et les perceptions du monde au ras de la société française. Dans une série d'enquêtes de la SOFRES, parmi les options offertes aux sondés, seule l'option « atlantiste » (alliance Europe + Etats-Unis) a progressé sous le gouvernement socialiste, passant de 21 % à 37 % des choix entre février 1980 et septembre 1984, l'option « européenne » (Europe sans les Etats-Unis) connaissant une stagnation (autour de 25 % en 1984) et l'option « neutraliste » s'affaissant de façon notable (de 34 % en février 1983 encore, à seulement 21 % en 1984). Mais ce n'est pas tout : si l'on différencie ces évolutions selon les électorats, on s'aperçoit que, dès novembre 1981, les électorats de l'opposition de droite tendent à abandonner l'option « européenne » pour l'option

« atlantiste », le basculement étant particulièrement marqué parmi les sympathisants du RPR (de 34 % à 52 %), l'option européenne devenant en quelque sorte le *refuge de la gauche*, y compris des communistes qui commencent alors à reporter leurs choix du neutralisme vers l'Europe (*Le Figaro*, SOFRES, févr. 1980, nov. 1981 et févr. 1983 ; SIRPA-SOFRES, sept. 1983 et sept. 1984). On ne peut évidemment s'empêcher de penser que ces mouvements ne sont que fort peu compatibles avec la thèse fréquemment avancée d'un « isolationnisme autosatisfait » des Français et, plus sérieusement, que le détail des déplacements que ces sondages révèlent, le fait qu'ils interviennent justement à l'issue des élections de 1981 ont quelque rapport avec l'arrivée au pouvoir des socialistes. Cette arrivée n'est sans doute pas étrangère, non plus, à l'« immunité » de la société française face au pacifisme.

C'est sur ce point que l'on va conclure, car c'est là, en un sens, l'aboutissement des processus analysés ici. La principale faiblesse des innombrables « explications » du peu de prise des mouvements pacifistes en France — qu'on ne peut recenser dans le cadre de cet article — tient à ce qu'elles tendent à ignorer ce que ce phénomène doit aux conjonctures politiques et aux tactiques mises en œuvre par les acteurs de la vie politique, même lorsque, comme dans le présent cas, les résultats de leur action sont largement non intentionnels.

Les observateurs ont ainsi généralement sous-estimé la désorientation que le ralliement des partis de gauche à la dissuasion nucléaire a entraînée dans leurs publics et leurs univers idéologiques. C'est en effet dans le vieux fonds de méfiance vis-à-vis de l'institution militaire (14), réactualisé par l'épisode algérien et par les campagnes contre l'armement nucléaire des années 60, que le « peuple de gauche » puisait certains des points de repère les plus stables de ses visions du monde. Seulement, dira-t-on, le ralliement de la gauche a eu pour effet de dégager un espace politique, qui aurait pu être investi par d'autres, et qui ne l'a pas été.

L'analyse de ce fait n'est pas aisée et seule une restitution fine de l'histoire propre aux vagues et aux rythmes des mobilisations et des démobilisations de la gauche entre 1968 et la fin des années 70 pourrait permettre d'esquisser une réponse à cette question. Contentons-nous pour l'instant de quelques très brèves indications. Le ralliement de la gauche s'effectue au cours de la période où s'amorce

(14) Yves Roucaute, *Le PCF et l'armée*, Paris, PUF, 1983.

une *débandade* organisationnelle, idéologique et militante de *toutes* les composantes de la gauche sans exception. Qu'il s'agisse des grands partis, PS ou PC, des groupes de l'extrême gauche ayant survécu à l'après-mai 1968, ou des organisations syndicales, la rupture des négociations sur l'actualisation du Programme commun semble jouer le rôle d'un accélérateur, en quelque sorte, de la démobilisation dont les signes cependant apparaissent déjà quelque temps avant. C'est dans ce climat politique particulier que le PC, malgré son ralliement à la dissuasion, va tenter d'occuper cet espace et, non sans quelque succès, va tenter de lui imprimer ses stigmates. Et il n'est pas exclu qu'une part de l'« immunité » de la société française provienne paradoxalement de ce succès ponctuel du PC, les mouvements concurrents, principalement les « alternatifs » du CODENE, n'étant pas parvenus jusqu'à présent à se démarquer de cette empreinte devenue disqualificatrice. C'est à ce même climat politique qu'il convient aussi de rattacher une nouveauté de la vie politique française, l'émergence de ce dans quoi il faut bien voir un véritable mouvement social, féroce-ment épinglé par ses concurrents sous l'étiquette de « stalino-moonies », tant à cause du passé de ses principaux animateurs que, il faut en convenir, d'un style d'intervention et d'habitudes de dénonciation hérités de ce passé. Ce mouvement, qui a réussi à transformer la menace militaire soviétique en enjeu — et *en ressource* — de la compétition politique interne, se caractérise, dans le jeu du consensus, par sa distance vis-à-vis des clivages traditionnels qui structurent le champ politique officiel et, surtout, par le fait d'être entièrement libéré des contraintes auxquelles le noyau dur du consensus soumet les responsables des partis politiques. En d'autres termes, ce mouvement ne joue pas le même jeu, et, si la contestation de l'orthodoxie par l'UDF a trouvé en lui un allié dynamique, il s'agit d'un allié parfois bien encombrant, par exemple lorsque la dénonciation vise les convictions jugées trop gaulliennes d'un Raymond Barre.

Enfin, parallèlement à ces éléments, « l'immunité » de la société française renvoie à un facteur conjoncturel d'un autre ordre et déjà rencontré plus haut : la façon dont les publics des différents partis se positionnent eux-mêmes, réagissent, non pas vis-à-vis de la dissuasion en tant que telle, mais à l'arrivée au pouvoir de la gauche dans un système n'ayant pas expérimenté d'alternance politique depuis 1958. Or il est clair que, tout au long de l'« expérience socialiste », pratiquement jusqu'en mars 1986, celle-ci a bénéficié d'un *réservoir de bonne volonté* diffuse, d'une forme de soutien de ses partisans, ou — en empruntant librement cette notion à Albert

Hirschman (15) — de ses clients « exigeants », bonne volonté qui a survécu, à l'évidence, au départ des communistes du Gouvernement. Les différents publics « exigeants » des partis de gauche ont eu tendance à adopter vis-à-vis de l'activité gouvernementale la même attitude de non-contestation que, à maints égards, les différentes tendances internes du Parti socialiste. Il y a des situations dans lesquelles la « loyauté » interdit tout autant la « prise de parole » que la « désertion ».

Ainsi, qu'elle l'ait voulu ou non, on voit que, de diverses manières, la gauche est, au moins autant que le gaullisme, à l'origine du consensus sur les forces nucléaires qui s'est consolidé dans la France des années 80, même si ce consensus n'est plus vraiment celui auquel elle avait cru adhérer. C'est dire, une fois de plus, que ce consensus ne s'est jamais joué (et ne se joue pas) entièrement, loin de là, sur le terrain exclusif des conceptions ou des convictions stratégiques et c'est dire aussi que l'on choisit, l'on soutient ou l'on abandonne une orientation ou une doctrine non pas seulement du fait qu'on la trouve efficace et adaptée aux besoins de la sécurité de la France (ou, à l'opposé, dépassée et contre-productive) mais aussi — et peut-être surtout — parce que, dans les perceptions des acteurs, ceux d'« en haut » autant que ceux d'« en bas », cette orientation est associée à d'autres enjeux politiques, qu'ils soient ou non symboliques, plus proches de leurs préoccupations immédiates que ne le sont, en temps ordinaire, les questions de défense.

(15) Albert O. Hirschman, *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Paris, Ed. Ouvrières, 1972 (trad. de *Exit, Voice and Loyalty*, 1970).

RÉSUMÉ. — *La consolidation du consensus sur la défense nucléaire de la France, en tant que point dont il semble coûteux — pour les partis politiques — de s'éloigner, est la résultante d'un jeu dans lequel les acteurs n'obéissent pas à des rationalités, à des motivations ou à des intérêts homogènes et dans lequel le contenu même du consensus a très sensiblement dérivé par rapport au noyau dur originel formé à l'issue de la période gaullienne.*